Avril 2015 - N° 36

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Investissements : le printemps chinois

MTN et Orange se connectent à la 3G

Cosumar s'adjuge le projet de complexe sucrier de Batouri

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

Camair-Co

L'étoile du Cameroun

www.camair-co.cm

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

La China Connexion en vedette

Devinette. Pourquoi la Chine connaît-elle un grand boom économique au point de tutoyer à la fois les États-Unis et l'Union européenne sur le podium des investissements planétaires, et en si peu d'années ? La réponse coule de source : parce que l'empire du Milieu est le seul pays au monde qui sache véritablement mettre à profit les avantages des trocs qu'impose la mondialisation ; qu'il s'agisse des échanges bilatéraux ou multilatéraux, la Chine est omniprésente sur l'échiquier international. Grâce à la prépondérance apprêtée de son sempiternel *dumping économique*, théorie consistant à négocier des taux d'intérêt moins chers à l'étranger, la République de Chine s'impose depuis quelques années comme le partenaire privilégié des économies en puissance. Elle a vite compris qu'en soutenant les pays en voie de développement, elle récolte les dividendes de sa propre croissance qui n'en finit pas de grimper.

Le Cameroun fait partie des pays africains bénéficiant de l'attention particulière des investissements chinois. Pas moins de douze projets en cours de réalisation portent l'estampille chinoise sur le vaste chantier qu'est devenu le Cameroun depuis le lancement des projets structurants par le président de la République en 2011. Le secteur exponentiel des BTP est celui qui attire le maximum des investisseurs chinois, notamment la construction des barrages hydroélectriques, sans oublier le secteur minier et celui des infrastructures à grande échelle. Les lecteurs ont l'occasion de découvrir les entreprises qui fleurissent secteur par secteur dans le présent numéro d'*Investir au Cameroun*, la vitrine économique gracieusement mise à votre disposition pour accompagner l'émergence du « pays-qui-bouge ». Fait particulier, les investissements chinois sont portés par Eximbank of China ; la banque d'import-export s'impose aujourd'hui comme le premier financier de l'économie de « l'Afrique en miniature ». Eximbank a déjà injecté plus de 536 milliards FCFA pour le financement des projets structurants et les différents circuits économiques du Cameroun depuis 2011. C'est un record, un gage de confiance. La China Connexion est en marche au Cameroun. Il n'existe pas un seul secteur que l'expansionnisme chinois ait laissé en friche. Du petit commerce urbain aux exploitations agricoles en milieu rural, partout la Chine accompagne l'émergence du Cameroun.

Quand on sait que les entreprises chinoises n'investissent pas à perte, et qu'elles tiennent compte des préalables politiques et sociaux, économiques et naturels, on comprend aisément pourquoi le Cameroun est tant prisé. Le pays a un inépuisable potentiel humain et naturel, un sous-sol qui foisonne de matières premières dont nombreuses restent inexplorées et même inexploitées, un climat des affaires allégé et favorable aux investissements multisectoriels, la paix sociale portée en bandoulière par chaque citoyen comme un ferment de l'unité nationale ; tout cela est pris en compte par les études de faisabilité chinoises avant de se lancer dans des investissements porteurs, dont les retours sur investissements sont garantis par l'adoption d'un projet de loi portant ratification de la convention de promotion et de protection réciproque des investissements entre la Chine et le Cameroun. Selon les termes de ce projet de loi, la convention ainsi soumise à la ratification du Parlement date de 1997. L'empire du Milieu a financé et raflé la quasi-totalité des marchés relatifs aux grands projets lancés par le gouvernement camerounais. Outre les grands chantiers afférents aux constructions du port en eaux profondes de Kribi, des autoroutes Douala-Yaoundé et Yaoundé-Nsimalen, des barrages de Lom Pangar et de Memevé'élé, de projets immobiliers et agricoles, les investissements et échanges commerciaux entre les deux pays ont culminé à 1,8 milliard de dollars (environ 800 milliards FCFA) en 2012, contre 170 millions de dollars (environ 85 milliards FCFA) en l'an 2000. Soit un accroissement de plus de 800% en dix ans. Le même taux d'accroissement est espéré à l'aura de 2016.

Si la Chine est présente partout au Cameroun, toutefois, elle n'a pas tout pris. Le pays est riche et pas chiche. Plusieurs secteurs rentables sont en excroissance, à l'instar du monde des télécommunications. L'argent y circule en abondance, les emplois aussi. Les deux opérateurs pionniers du mobile que sont MTN et Orange viennent de renouveler leur licence d'exploitation à 75 milliards FCFA chacun, soit un total de 150 milliards permettant de passer à la 3G, et bientôt à la 4G. Il n'y a pas que la téléphonie mobile qui soit porteuse, d'autres opportunités foisonnant d'espoirs et de croissance sont à consulter dans ce journal gratuit de la plus-value.

AU SOMMAIRE

08 • Comment la Chine construit le Cameroun

09 • Eximbank of China, premier bailleur de fonds du Cameroun

10 • La Chinoise CWE a battu quatre compatriotes sur le marché du barrage de Lom Pangar

10 • La construction du barrage de Memve'ele confiée à Sinohydro

10 • Hydrochina développera le projet de barrage de Song Dong, d'une capacité de 270 MW

11 • Les projets autoroutiers dans l'escarcelle chinoise

11 • China Road and Bridge Corp décroche deux contrats pour 1,7 milliard FCFA à la Maétur

11 • Deux sociétés chinoises se partagent la construction de la route Kumba-Mamfé

12 • China Harbour Engineering Company règne sur les infrastructures portuaires

12 • Minerai : les Chinois ne font pas grise mine

13 • Ouvriers et autorités camerounaises en colère contre les entreprises chinoises

14 • Croisade contre les pensionnés fictifs de la Fonction publique

14 • Une enveloppe de 30 milliards FCFA en faveur de 31 entreprises et organismes publics

15 • Le Fisc envisage de faire payer aux producteurs de cacao-café l'impôt sur le revenu

15 • Le Cameroun est la 25ème destination touristique en Afrique et la 155ème dans le monde

16 • Les employés des sociétés d'Etat invités à dénoncer les atteintes à la fortune publique

16 • Un plan d'urgence de 5,3 milliards FCFA pour les écoles de l'Extrême-Nord

17 • Les échanges commerciaux entre le Cameroun et la Tunisie ont atteint 15,7 milliards FCFA en 2014

17 • 26 milliards FCFA du Japon pour réaliser un projet routier de 248 km

18 • 6,5 milliards FCFA seront investis dans les projets agropastoraux familiaux en 2015

18 • Cinq nouvelles variétés de haricot plus nutritives et adaptées à différents sols camerounais

18 • 30 000 hectares de champs semenciers de maïs seront cultivés cette année à Muyuka

19 • Le Cameroun devrait importer 60 000 tonnes d'huile de palme en 2015

19 • Le CICC veut planter 360 hectares de caféiers en rajeunissant les producteurs

19 • 146 893 tonnes de cacao exportées en six mois de campagne

20 • La rareté des plants plombe un programme d'urgence visant à planter 1800 hectares de caféiers

20 • Baisse de 17% du volume de broyage du cacao à mi-campagne 2014-2015

21 • Le plan de BGFI Cameroun pour remettre la Sonara à flots

22 • La Société Générale ouvre une ligne de crédit de 5 milliards FCFA pour développer l'agriculture

22 • 12% de l'encours des crédits dans les banques camerounaises est compromis

22 • Ecobank affiche un résultat net 2014 en hausse de 51%, à 6,05 milliards FCFA

23 • Afriland First Bank ouvre une fenêtre islamique et se lance dans l'assurance en Côte d'Ivoire

23 • L'Union des Assurances du Cameroun-Vie retrouve le label Sunu Assurances

23 • La SFI veut lancer le crédit bureau pour faciliter aux PME l'accès aux financements

24 • L'opérateur public Camtel officialise son partenariat avec Sotel-Tchad

25 • Orange et MTN renouvellent leurs licences avec 3G et 4G à 75 milliards FCFA chacun

25 • La Sud-Africaine Philisiwe Sibiya remplace le Nigérian Karl Toriola au poste de DG de MTN Cameroon

26 • Murphy se retire de la concession Ntem au profit de Sterling Energy

26 • Bowleven retarde le démarrage du forage de Zingana à cause de soucis mécaniques

27 • Eranove veut construire une centrale thermique de 315 MW à Limbe

27 • Le Cameroun a identifié 37 sites pouvant produire 37 MW d'énergie grâce à la biomasse

28 • Inauguration d'un centre emplisseur de gaz à Bertoua d'une capacité de 100 TM

28 • La consommation du gaz domestique augmente de 14% sur la période 2013-2014

29 • Air France, Brussels Airlines et Camair Co ont partagé 45% du ciel camerounais en 2014

29 • L'armateur français CMA CGM inaugure son terminal à conteneurs au port de Douala

29 • Les études de faisabilité du projet d'extension du chemin de fer camerounais au Tchad bientôt lancées

30 • Cosumar remplace Justin Sugar Mills sur le projet de complexe sucrier de Batouri

30 • La Sosucam investira 10 milliards FCFA en 2015 pour renforcer son outil de production

31 • Neuf projets de 58 milliards FCFA élus au régime d'incitation à l'investissement privé

31 • L'entreprise turque BSN Yapi Ltd veut construire une usine de production de peinture

32 • Après le Nescafé au café local, Nestlé introduira le poivre de Penja dans le cube Maggi

32 • Les entreprises camerounaises Biopharma et Himore Medical primées au Maroc

33 • Canyon Resources signe un MoU avec Bolloré et Camrail pour sa bauxite de Birsok

33 • Le Cameroun se dote d'un logiciel pour mieux gérer la délivrance des permis d'exploitation minière

34 • Philippe Camille Akoa : le magistrat devenu banquier des communes

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Mediamania Sàrl
6, rue du Léman
1201 Genève - Suisse
Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO,
Brice R. MBODIAM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB

almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne
Distribution Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

CASTING

EDITH QUINTRELL

La directrice des opérations de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), Edith Quintrell, est arrivée au Cameroun le 18 février 2015. Elle y a séjourné jusqu'au 20 février. Selon le communiqué officiel annonçant la visite de cette responsable de la structure du groupe de la Banque mondiale spécialisée dans l'assurance contre le risque politique et l'amélioration de la note de crédit des Etats, « *l'objet de cette mission [était] d'identifier les domaines où la MIGA peut aider le Cameroun à mobiliser des capitaux pour des projets de grande envergure, notamment dans les infrastructures, l'énergie et d'autres secteurs créateurs d'emplois* ». Edith Quintrell est la 2ème personnalité de la MIGA qui arrive au Cameroun en l'espace d'un an. En effet, en janvier 2014, les autorités camerounaises ont eu des séances de travail avec Michel Wormser, le vice-président de cette institution, qui avait dit être venu présenter les produits de la MIGA. Six mois plus tard, au sortir de son conseil d'administration du 30 juin 2014, la MIGA accordait une garantie d'un montant de 180 millions de dollars (environ 82 milliards FCFA) à Energy of Cameroon (Eneo), le concessionnaire du service public de l'électricité.

LAURENT FABIUS

S'exprimant devant la presse le 21 février 2015 à Yaoundé au sortir d'une audience avec le chef de l'Etat camerounais Paul Biya, Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, qui a fait une tournée des pays en proie à la menace de Boko Haram, a rendu « hommage au courage du Cameroun », dont l'armée inflige de lourdes pertes aux terroristes de cette secte islamiste nigériane chaque fois qu'ils font une incursion en territoire camerounais. « *Ce sont des criminels et il faut les combattre. (…) Il faut aussi que le Nigeria, bien sûr, mène lui-même ce combat. Nous avons examiné comment nous pouvions mener cette lutte. En particulier, il appartient aux Africains de le faire. Vous avez vu les décisions de l'Union africaine ! Maintenant, nous allons porter cela ensemble au Conseil de sécurité des Nations Unies. La France sera évidemment aux côtés du Cameroun pour porter cette nouvelle mission africaine* », a indiqué Laurent Fabius en dévoilant un pan du concours français dans cette croisade contre Boko Haram : « *Nous assurons et assurerons notamment les renseignements qui sont nécessaires pour que les Africains puissent se défendre.* »

ESSIMI MENYÉ

Le ministre camerounais de l'Agriculture, Essimi Menyé, a procédé le 19 février 2015 dans la région du Sud-Ouest au lancement officiel de la campagne agricole 2015. Celle-ci est placée cette année sous le signe de la distribution de semences améliorées, afin d'augmenter la production. C'est dans cette optique qu'à l'occasion de ce lancement officiel une unité de traitement et de conditionnement des semences améliorées a été inaugurée dans la localité de Muyuka. En effet, en 2015 le Ministère de l'agriculture annonce la distribution de 900 tonnes de semences améliorées de maïs, capables de produire des rendements de 8 à 10 tonnes à l'hectare. Il est également prévu la mise à disposition des producteurs de 1100 tonnes de semences de pomme de terre, 2,5 millions de plants de bananiers-plantain, 400 000 plants d'arbres fruitiers… Pour rappel, bien que 25% de son territoire de 475 000 km^2 soit constitués de terres arables, le Cameroun est un pays caractérisé par d'innombrables déficits de production.

CYRILLE NKONTCHOU

Basée à Johannesburg et à Londres, la société de gestion d'actifs Enko Capital Management, fondée par le financier camerounais Cyrille Nkontchou, a annoncé le 2 mars 2015 dans un communiqué que son fonds dédié à l'Afrique Enko Africa Private Equity Fund (EAPEF) a pris une participation minoritaire dans le groupe de services financiers zambien Madison Financial Services PLC. Lancé en juin 2014, Enko Africa Private Equity Fund est spécialisé dans l'investissement dans des compagnies privées arrivées à un stade de maturité couvrant un large spectre de secteurs économiques en Afrique. Madison Financial Services, quant à lui, a été fondé en 1992 et opère dans les secteurs des assurances vie et non-vie, la gestion d'actifs et la microfinance en Zambie. Il contrôle aussi une compagnie d'assurances non-vie en Tanzanie. Le groupe zambien a vu son chiffre d'affaires croître de 16% en moyenne par an et son résultat d'exploitation tripler durant les trois dernières années, selon le communiqué publié par Enko Capital Management. « *Nous sommes heureux d'avoir réalisé notre premier investissement en Zambie, un pays qui dispose de bonnes perspectives de croissance, de solides fondamentaux macroéconomiques et qui vient de vivre une transition politique pacifique* », a déclaré Cyrille Nkontchou.

LUC MAGLOIRE MBARGA ATANGANA

A l'initiative du ministère du Commerce, des entreprises camerounaises se sont engagées, le 18 février 2015, à participer à une chaîne de solidarité visant à approvisionner en produits alimentaires les soldats de l'armée nationale qui luttent contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord du pays. S'exprimant devant les opérateurs économiques réunis à cette occasion, le ministre du Commerce Luc Magloire Mbarga Atangana a rappelé que « *Boko Haram est une entrave au développement des affaires sur le territoire national et dans le cadre de la promotion du label Cameroun, qui vise la sous-région et le marché régional. (…) Boko Haram fait des malheurs à notre frontière septentrionale. Cela affecte votre portefeuille, votre carnet de commandes.* » Quelques jours plus tard, ce sont plus de 1000 tonnes de produits alimentaires qui étaient réceptionnées à la base aérienne de Yaoundé par le ministre de la Défense, Edgar Alain Mebe Ngo'o. Parmi les entreprises ayant participé à cette chaîne de solidarité, l'on peut citer la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, le leader du marché brassicole dans le pays, Nestlé Cameroun, Sosucam, le leader du marché du sucre, les Raffineurs des oléagineux, la Société Alimentaire du Cameroun (Soacam), etc.

MOHAMADOU BAYERO FADIL

Douala, la capitale économique du Cameroun, dispose désormais d'un hôtel sous la marque Pullman. Il s'agit du Pullman Douala Rabingha, qui n'est autre que le nouveau nom de baptême de l'hôtel Le Méridien. Le groupe Accor, qui détient cette marque internationale haut de gamme, a signé un contrat de gestion avec la Société Nouvelle des Cocotiers, propriétaire de l'établissement hôtelier. Cette entreprise appartient elle-même au groupe Fadil, dirigé par l'industriel camerounais Mohamadou Bayero Fadil. L'hôtel subira d'importantes rénovations pour se mettre aux normes et standards de la marque Pullman dès décembre 2016. « *Si Douala demeure la principale porte d'entrée du pays, l'offre hôtelière est faible avec seulement treize hôtels. Faire appel aux professionnels renommés internationalement est une garantie de succès pour le développement économique et touristique du Cameroun* », a déclaré le PDG du groupe Fadil. Le directeur général d'Accor Afrique Services, Antoine Guego, a pour sa part insisté sur la portée de cet investissement. « *Le développement du réseau en Afrique s'appuie aussi bien sur des constructions que sur des reprises d'hôtels. Avec le Pullman Douala, nous renforçons durablement nos positions en Afrique* », a-t-il expliqué.

Comment la Chine construit le Cameroun

A fin 2014, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde détenaient un portefeuille d'investissements au Cameroun d'un montant total de 1200 milliards de francs CFA, selon les statistiques de la Direction générale de la coopération du ministère de l'Economie. A en croire la même source, ce portefeuille permet de gérer quinze projets au total, dont douze à mettre à l'actif de la Chine. Cette statistique montre à suffire le niveau d'implication de l'empire du Milieu dans le développement économique du pays depuis quelques années.

En effet, il n'y a presque plus de secteur d'activité au Cameroun dans lequel la présence chinoise ne se fait pas ressentir. La principale avenue commerciale de la capitale économique du pays, située au quartier Akwa, s'est muée en une sorte de China Town. Ils se comptent désormais par milliers au Cameroun, les ressortissants chinois qui tiennent des échoppes dans les grandes métropoles. Certains n'hésitent même pas à devenir des commerçants ambulants, à se lancer dans de petits métiers. Le marché locale du textile est contrôlé à seulement 1% par les opérateurs locaux, le reste étant détenu par les produits en provenance de la Chine, et à une proportion infime du Nigeria voisin. Les boutiques de vente de matériel électronique et électroménager sont bondées de produits « made in China ». Les prix bon marché de ces produits attirent les foules, qui déplorent cependant la qualité des articles en provenance de Chine.

A fin 2014, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde détenaient un portefeuille d'investissements au Cameroun d'un montant total de 1200 milliards de francs CFA.

Quasiment tous les projets de construction d'infrastructures routières, portuaires et énergétiques sont aux mains de sociétés chinoises.

A côté de cette activité commerciale intense se greffent des projets de développement titanesques, contrôlés par les entreprises chinoises. Ainsi des projets de construction d'infrastructures routières, portuaires et énergétiques, qui sont quasiment tous aux mains de sociétés chinoises. Le secteur minier et celui de l'agriculture, notamment avec le projet rizicole de Nanga Eboko, ne sont pas épargnés par cette déferlante chinoise au Cameroun. Toutes ces entreprises chinoises qui contrôlent des marchés de plusieurs milliards de francs CFA sont coachées dans leur offensive au Cameroun par Eximbank of China, qui est le principal pourvoyeur des financements, à travers des prêts liés accordés au gouvernement. Au demeurant, si la Chine apparaît de nos jours comme l'architecte principal du bâtiment Cameroun, la cohabitation entre les opérateurs économiques chinois et les Camerounais n'est pas un long fleuve tranquille. Sur les chantiers, les ouvriers locaux se plaignent toujours de conditions de travail exécrables, voire d'esclavagisme. Dans plusieurs cas, les entreprises chinoises se sont également illustrées par un non-respect de la législation camerounaise.

Mis à part le fait qu'elles bafouent les droits des travailleurs sur les chantiers qu'elles conduisent, certaines sont souvent accusées de fouler au pied la réglementation en matière de protection de l'environnement, ou encore d'exploitation minière clandestine. Sans compter l'importation massive de la main d'œuvre, pratique qui, non seulement n'aide pas à la résorption du chômage qui sévit endémiquement au Cameroun, mais aussi rend presque impossible le transfert des compétences pourtant prévu dans les contrats de marché avec les sociétés chinoises. Toutefois, en dépit de tout cela, la Chine apparaît désormais comme le cheval de Troie pour l'ambition d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Brice R. Mbodiam

Eximbank of China, premier bailleur de fonds du Cameroun

Comment la banque d'investissements de l'empire du Milieu déblaie la voie aux entreprises chinoises, qui se sont adjugé presque tous les marchés d'infrastructures dans le pays.

La Banque chinoise d'import-export (Eximbank of China), l'institution financière publique qui fait office de bras séculier des investissements chinois à l'étranger, pourrait bientôt ouvrir une filiale au Cameroun, a-t-on appris le 13 janvier 2015 à Yaoundé, la capitale camerounaise, à l'occasion de la visite officielle qu'a effectuée le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. Selon les documents officiels conçus à l'occasion de cette visite, le projet d'ouverture au Cameroun d'une filiale de cette banque d'investissements chinoise avait déjà été évoqué en juillet 2011 au cours d'une audience accordée au président directeur général d'Eximbank of China par le chef de l'Etat camerounais Paul Biya. C'était à l'occasion d'une visite d'Etat en Chine. En effet, depuis l'année 2011, selon les chiffres publiés par la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le gestionnaire de la dette publique du Cameroun, Eximbank of China est devenue le principal bailleur de fonds du pays. Cette année-là, indique la CAA, la banque chinoise a injecté 536 milliards FCFA dans les circuits économiques du Cameroun, contre 105 milliards FCFA seulement pour l'Agence française de développement (AFD) par exemple.

Eximbank of China est partout

Mieux, l'institution financière chinoise finance actuellement la plupart des grands projets d'infrastructures en cours dans le pays : le barrage hydroélectrique de Memve'ele (243 milliards), le port en eaux profondes de Kribi (218 milliards), l'autoroute Yaoundé-Douala (241 milliards), le déploiement de la fibre optique par la Cameroon Telecommunications (Camtel), l'opérateur télécom public du pays (environ 72 milliards à ce jour), le projet e-post destiné à interconnecter tous les bureaux de poste du pays (32 milliards), des projets d'adduction d'eau potable dans quatre grandes villes camerounaises (84,7 milliards FCFA), etc. Selon nos sources, Eximbank of China devrait également participer au financement de la construction d'infrastructures sportives au Cameroun, dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations de football que le pays abritera en 2019, ainsi que du second terminal à conteneurs du port en eaux profondes de Kribi, qui s'étendra sur 700 mètres de quais, contre 350 mètres pour le premier.

Par ailleurs, la banque d'investissements chinoise pourrait financer tout ou partie des travaux de construction du futur barrage de Song Dong, localité située dans la région du Centre du Cameroun. En tout cas, le ministre camerounais de l'Energie, Basile Atangana Kouna, a indiqué au cours d'une cérémonie organisée le 19 janvier 2015 à Yaoundé que le gouvernement sollicitera de nouveau Eximbank of China pour le financement de ce projet dont le montant provisoire des investissements est estimé à environ 375 milliards FCFA.

BRM

Le ministre camerounais de l'Energie, Basile Atangana Kouna, a indiqué que le gouvernement sollicitera à nouveau Eximbank of China pour le financement de la construction du futur barrage de Song Dong, dans la région du Centre, dont le montant provisoire des investissements est estimé à environ 375 milliards FCFA.

La Chinoise CWE a battu quatre compatriotes sur le marché du barrage de Lom Pangar

Le barrage de Lom Pangar, en construction dans la région de l'Est du Cameroun, sera mis en eau au mois de septembre 2015. Telles sont les assurances données par la China International Water and Electric Corporation (CWE), l'entreprise chinoise chargée de construire la plus grande infrastructure énergétique jamais réalisée dans le pays. CWE, qui a construit le barrage de Lagdo, dans le Nord, a été préférée sur le barrage de Lom Pangar à quatre autres entreprises chinoises (Sinohydro Corporation Limited, China Gezhouba Group Company Ltd, China Communications Construction Company et Xian Jiang Beixin Construction and Engineering Company), qui figuraient parmi les huit postulants « short-listés » en 2010 par le maître d'ouvrage du projet.

Au pied de ce barrage, il sera construit une usine de production d'une capacité de 30 MW. Selon les résultats de l'appel à manifestation d'intérêt en vue de la préqualification des entreprises pour cet autre projet, onze entreprises étaient en lice, dont cinq entreprises chinoises. Après le dépouillement des offres, une seule d'entre elles a été « short-listée », tandis que quatre ont été disqualifiées pour diverses insuffisances constatées dans les dossiers.

La construction du barrage de Memve'ele confiée à Sinohydro

Après des premières discussions avec Globeleq, le gouvernement camerounais a finalement confié à la société chinoise Sinohydro, en avril 2012, la réalisation du projet d'aménagement hydroélectrique de Memve'ele, dans la localité de Nyabizan, située dans la région du Sud du pays. Les travaux de construction de ce barrage assorti d'une unité de production d'électricité ont été officiellement lancés le 15 juin 2012 par le chef de l'Etat camerounais Paul Biya. D'une capacité de production de 201 MW, le barrage de Memve'ele sera livré en 2017, selon les prévisions du Ministère de l'énergie. L'ouvrage coûtera 420 milliards de francs CFA. Sur cette enveloppe, 243 milliards proviennent d'un prêt d'Eximbank of China. La BAD contribue également au financement du projet pour un montant de 112 milliards FCFA, tandis que les 65 milliards FCFA restants représentent les fonds de contrepartie de l'Etat du Cameroun pour la réalisation de ce projet, qui contribuera à réduire le déficit énergétique dont souffre le pays.

Hydrochina développera le projet de barrage de Song Dong, d'une capacité de 270 MW

Le gouvernement camerounais a signé, le 19 janvier 2015 à Yaoundé, avec la société Hydrochina International un contrat commercial pour développer le projet de barrage de Song Dong, dans la région du Centre. Ce barrage sera assorti d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 270 MW, et de deux lignes d'évacuation d'énergie de 225 KV, longues de 75 km, a-t-on appris. Selon le gouvernement camerounais et son partenaire chinois, les études d'avant-projet détaillées, qui ont débuté au mois de février dernier, devraient s'achever au mois de décembre 2015. « *C'est à l'issue de cela que les caractéristiques et le coût final du projet seront connus* », a indiqué le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna.

Les projets autoroutiers dans l'escarcelle chinoise

Les 80 premiers kilomètres de l'autoroute Douala-Yaoundé seront construits par la société China First Highway Engineering. L'information est d'Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre de l'Economie. Ce membre du gouvernement a révélé cette information au sortir de la signature d'une convention de financement de cette phase du projet avec la Chine pour un montant de 241 milliards FCFA. Mais globalement, le projet de construction de l'autoroute Yaoundé-Douala vise à construire un réseau routier moderne d'environ 215 km reliant les deux principales villes du pays, afin de répondre aux demandes du trafic et à faciliter le transport des biens et des personnes.

Dans le même temps, le gouvernement camerounais a confié la construction de la section dite « rase campagne » (10 km) de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen à la China Communications Construction Company Ltd. Trois autres entreprises, dont deux Chinoises (Sinohydro et China Road and Bridge Corporation), se partageront les 10 km de la « section urbaine » de cet axe autoroutier long de 20 km.

Deux sociétés chinoises se partagent la construction de la route Kumba-Mamfé

Selon un communiqué publié le 18 février 2014 par le ministre camerounais des Travaux publics, Patrice Amba Salla, les entreprises chinoises China Communications Construction Company Ltd (CCCC) et Jiangsu Provincial Transportation Engineering Group ont été déclarées adjudicataires des marchés pour la construction de la route Kumba-Mamfé. Sur ces deux marchés d'un montant total de 54,6 milliards de francs CFA, CCCC s'adjuge 32,6 milliards FCFA pour le lot n°1, intégrant des travaux de construction et de réhabilitation sur un linéaire de plus de 100 km, tandis que Jiangsu Provincial Transportation Engineering Group empochera un peu plus de 22 milliards FCFA pour le lot n°2 qui s'étend sur un linéaire de 46,8 km. Dans le détail, fait-on remarquer au Ministère des travaux publics, treize et quatorze entreprises ont respectivement soumissionné pour les lots 1 et 2, dont six entreprises chinoises dans chaque cas, parmi lesquelles des mastodontes tels que Sinohydro et CEW.

China Road and Bridge Corp décroche deux contrats pour 1,7 milliard FCFA à la Maétur

La Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux (Maétur), dédiée à la préparation des sites sur le territoire camerounais afin de faciliter aux populations l'accès au foncier, vient d'attribuer deux marchés d'un montant total de 1,7 milliard de francs CFA, annonce Louis-Roger Manga, le DG de la Maétur, dans un communiqué publié le 17 février 2015. De montant respectifs de 873,4 millions et 898,2 millions FCFA, les deux marchés sont relatifs aux travaux de drainage des eaux, de voirie et de revêtement de voirie, dans le cadre des tranches 2 et 3 de la première phase du projet de construction des logements sociaux au quartier Olembé, dans la capitale camerounaise. Ces travaux, souligne le DG de la Maétur, dureront huit mois.

China Harbour Engineering Company règne sur les infrastructures portuaires

En cette année 2015, le tout nouveau port en eaux profondes de Kribi, construit dans la cité balnéaire de la région du Sud-Cameroun, pourrait accueillir son premier bateau commercial. Cette infrastructure portuaire, dotée du plus grand tirant d'eau sur la côte ouest-africaine, a été construite par la China Harbour Engineering Company (CHEC). Les financements pourvus par Eximbank of China (218 milliards FCFA) ont permis de construire la digue de protection et deux terminaux polyvalents et à conteneurs. En plus des terminaux spécialisés qui seront construits grâce à des partenariats public-privé, il est prévu au port de Kribi un second terminal à conteneurs encore plus grand, pour lequel la société chinoise CHEC est également dans les starting-blocks. Puisque, de sources autorisées, CHEC aurait déjà bouclé les conditions de financements de cet autre terminal à conteneurs avec Eximbank of China.

L'obtention des financements et la construction de ce second terminal, apprend-on, font d'ailleurs partie des conditions à remplir pour se voir attribuer le contrat de concession du premier terminal. L'on peut dès lors comprendre pourquoi la société chinoise CHEC postule également pour cette concession, en groupement avec le groupe Bolloré et l'armateur français CMA CGM. Par ailleurs, pendant que CHEC construisait ce qui deviendra la plus grande et plus importante infrastructure portuaire du Cameroun, cette entreprise chinoise a postulé, puis s'est finalement adjugé en février 2014 le marché du dragage du chenal du port de Douala, la capitale économique du pays. L'entreprise chinoise empochera ainsi 18,7 milliards FCFA, après avoir battu ses concurrents qu'étaient le Belge Jan de Nul, le Néerlandais Boskalis, Dredging International ou encore l'Espagnol Assigna.

Minerai : les Chinois ne font pas grise mine

Le secteur minier camerounais n'échappe pas non plus à la ruée chinoise observée dans presque tous les segments de l'économie camerounaise. Cependant, en dehors de l'exploration actuelle d'un gisement de fer dans la localité de Kribi par la société Sinosteel, la présence chinoise dans le secteur minier camerounais est encore discrète. A travers notamment des PME qui s'adonnent à l'exploitation artisanale de l'or dans les champs miniers de l'Est. Mais la donne devrait bientôt changer. En effet, après l'échec des négociations entre la junior minière australienne Sundance Resources et le groupe chinois Hanlong pour la cession des actifs australiens dans le projet de fer de Mbalam, à cheval entre le Cameroun et le Congo, plusieurs autres entreprises chinoises sont intéressées par ce projet, apprend-on de sources proches du dossier. Par ailleurs, le 12 janvier 2015, IMIC, compagnie

minière cotée à Londres et qui pilote le projet de fer de Nkout, dans le Sud du Cameroun, a annoncé qu'elle compte s'appuyer sur la banque d'investissements chinoise CITIC Securities Co Ltd pour lever des fonds chinois en faveur de ses projets en Afrique, dont particulièrement celui de Nkout au Cameroun.

Ouvriers et autorités camerounaises en colère contre les entreprises chinoises

Plusieurs griefs sont faits à ces sociétés, qui ne respectent pas toujours les lois et offrent des conditions de travail exécrables aux ouvriers.

Au mois de mars 2014, alors qu'elle effectuait une tournée dans des champs miniers de son ressort de compétence, Marguerite Ndeh, la déléguée départementale des Mines pour le Lom et Djerem, dans la région de l'Est, est tombée sur cinq entreprises minières chinoises qui exerçaient en toute clandestinité. En effet, au moment des faits, les sociétés Gipo Mining, Ging Ma SA, D'or de lion, Danshang Ming et Fuhaï Ming ne disposaient d'aucune autorisation légale pour exercer leurs activités. Elles avaient alors simplement été sommées de se conformer à la réglementation en vigueur. Quelques mois auparavant, c'est l'entreprise chinoise Sinohydro, qui construit actuellement le barrage de Memve'ele, dans la région du Sud, qui avait été prise en flagrant délit de coupe illégale de bois. C'était au cours d'une descente sur le site du ministre de la Forêt et de la Faune, Philip Ngole Ngwese. Ce dernier avait été surpris de découvrir une quantité importante de bois coupée et entreposée sur le site. Pourtant, pareille opération de coupe ne doit se faire, réglementairement, sans une autorisation préalable du Département ministériel en charge des forêts. Après avoir rappelé aux responsables de Sinohydro les dispositions réglementaires en vigueur au Cameroun en matière de coupe de bois sur les sites abritant des projets, le ministre Ngole Ngwese avait décidé de vendre ledit bois aux enchères, comme le stipule la loi, tout en promettant d'organiser des « *coupes de sauvetage* » sur le site, afin d'éviter d'autres actions illégales de la société chinoise.

Au mois de mars 2014, alors qu'elle effectuait une tournée dans des champs miniers de son ressort de compétence, Marguerite Ndeh, la déléguée départementale des Mines pour le Lom et Djerem, est tombée sur cinq entreprises minières chinoises qui exerçaient en toute clandestinité.

NON-RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

A Lom Pangar, site de construction du plus important barrage de retenue du pays, la tension est très souvent montée entre ouvriers camerounais et responsables de la société chinoise CEW, accusés de non-respect des droits des travailleurs. Le 6 novembre 2014, les 1500 ouvriers du chantier ont organisé un énième mouvement d'humeur, toujours pour réclamer de meilleures conditions de travail, malgré les engagements pris par CEW lors des précédentes grèves. Parmi ces engagements non respectés, l'on peut citer l'immatriculation des ouvriers à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) et le payement de certaines primes. Lors de la grève de novembre 2014, Electricity Development Corporation (EDC), le maître d'ouvrage du projet, avait dénoncé « *les tergiversations* » et le « *double jeu* » du constructeur chinois. « *Il y a un grand écart entre ce qui était prévu dans les textes et ce qui est effectué sur le terrain. (…) Le site que nous avons visité présente des tas de déchets non triés. Il n'y a pas de traçabilité dans leur gestion. Certaines dispositions devaient être prises pour éviter la pollution des eaux. Or, des sacs de ciment dont on ne connaît pas la composition chimique y sont jetés et sont ingérés par les poissons qui y vivent. Et nous consommons ces poissons* », avait indiqué, courroucé, le ministre de l'Environnement, Hélé Pierre. C'était le 23 octobre 2014 lors d'une descente sur le site de construction du barrage de Mékin, dans la région du Sud, par la China National Electric Engineering Corporation (CNEEC).

BRM

GESTION PUBLIQUE

Croisade contre les pensionnés fictifs de la Fonction publique

Les Ministères des finances et de la fonction publique ont lancé depuis le 25 février 2015, et ce pour une période de trois mois, une vaste opération d'identification des pensionnés de l'Etat et ayant-droits des agents publics décédés. Après le toilettage du fichier des salariés de l'Etat il y a quelques années, cette nouvelle opération vise à nettoyer le fichier des pensionnés de l'Etat, qui « *regorge de pensionnés fictifs* », affirme Mohamadou Ousman, le chef de la Cellule d'assainissement du fichier solde au Ministère des finances.

Ces faussaires se recensent, apprend-on, parmi les bénéficiaires de pensions temporaires d'orphelins, qui continuent frauduleusement de percevoir ladite pension au-delà de l'âge de la majorité ; les ayant-droits des agents publics décédés, qui perçoivent toujours leur solde au lieu de déclarer le décès corollaire de la suspension de la solde et de l'ouverture d'une procédure de mise en pension ; les pensionnés qui perçoivent frauduleusement plus d'une pension mensuelle… Autant de pratiques qui font perdre plusieurs milliards de francs CFA à l'Etat.

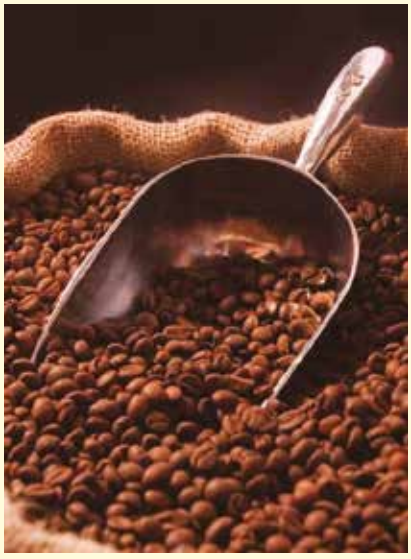
En effet, selon les responsables du Ministère des finances, les dernières opérations de ce type ont permis de déceler 13 000 faux pensionnés et d'économiser jusqu'à 5 milliards FCFA par mois. De telles économies constitueraient une excellente bouffée d'oxygène pour le Trésor public camerounais, dans le contexte actuel marqué par la mobilisation d'importants moyens financiers pour la lutte contre Boko Haram, et surtout la baisse drastique des prix du pétrole brut, produit dont les recettes représentent 20% de l'enveloppe budgétaire nationale.

Une enveloppe de 30 milliards FCFA en faveur de 31 entreprises et organismes publics

Dans un arrêté conjoint rendu public le 25 février 2015, le ministre camerounais de l'Economie et celui des Finances ont rendu publique une liste de 31 entreprises et organismes publics bénéficiaires de « *ressources de réhabilitation* », en rapport avec « *les contrats plans* » signés avec l'Etat. Selon le texte gouvernemental, ces entreprises et organismes bénéficient d'une allocation financière globale de 30 milliards de francs CFA pour la « *mise en œuvre de certains projets identifiés* ». Ces dotations financières vont de 100 millions FCFA pour le Laboratoire National Vétérinaire (Lanavet), à 6 milliards FCFA pour la Cameroon Water Utilities (Camwater), l'entreprise bras séculier de l'Etat camerounais en matière de construction et d'entretien des infrastructures d'adduction d'eau potable.

Par secteur, la santé s'adjuge une dotation de près de 10 milliards FCFA. Cette enveloppe est mise à la disposition de certains hôpitaux de référence, des laboratoires spécialisés et de l'Institut de recherche en plantes médicinales. L'on retrouve ensuite le secteur de l'eau potable avec 6 milliards FCFA, et le secteur agricole qui s'adjuge une dotation de plus de 6 milliards FCFA. Ces fonds sont mis à la disposition des unités agro-industrielles publiques (Sodecao, Pamol, Semry, etc.), d'un institut de recherche agricole, d'une unité de traitement des vergers et d'une structure de promotion du machinisme agricole.

Le Fisc envisage de faire payer aux producteurs de cacao-café l'impôt sur le revenu



En vertu d'une disposition du Code général des impôts qui stipule que toutes les personnes physiques disposant d'un revenu connu et traçable doivent s'acquitter de l'impôt sur le revenu, le gouvernement camerounais envisage de faire payer cette taxe aux producteurs de cacao et de café, a-t-on appris le 12 mars 2015 à Yaoundé à l'occasion de la 23ème session de l'Assemblée générale du Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC). Le projet, en gestation depuis 2013, rencontre pour l'instant la résistance des exportateurs de cacao et de café, qui sont visés par le Fisc pour collecter cet impôt pour le compte de l'Etat au moyen de prélèvements effectués au cours des opérations d'achat de cacao et de café dans les marchés groupés organisés par les producteurs. « *Le Fisc veut se servir des exportateurs pour collecter cet impôt. Nous avons essayé de les contenir jusqu'ici. Mais la pression est très forte. Nous ne savons pas si nous allons encore résister longtemps. Il faut savoir que les producteurs payeront l'impôt sur le revenu, et c'est pour bientôt* », a prévenu M. Dikoumé, l'un des responsables du collège des exportateurs au sein du CICC.

Pour rappel, depuis le début des campagnes cacaoyère et caféière en cours, le gouvernement camerounais a déjà procédé au relèvement des prélèvements à l'exportation de ces deux produits. Désormais, pour chaque kilogramme exporté, il est prélevé à l'opérateur économique une somme de 150 FCFA pour le cacao et de 100 FCFA pour le café, contre 54 FCFA par le passé. Cette augmentation des prélèvements à l'exportation serviront au financement du Programme de relance des filières cacao-café sur la période 2015-2020, d'un montant total de 600 milliards FCFA. Ce plan vise à atteindre, à l'horizon 2020, des productions de 600 000 tonnes pour le cacao, 150 000 tonnes pour le café robusta et 35 000 tonnes pour le café arabica.

Le Cameroun est la 25ème destination touristique en Afrique et la 155ème dans le monde

Selon le Bloom Consulting Brand Ranking – institué par Bloom Consulting en partenariat avec les magazines *The Economist* et *Forbes*, et la chaîne de télévision *CNN* –, qui classe annuellement les meilleures destinations touristiques, le Cameroun est la 25ème destination touristique en Afrique en 2015 et la 155ème dans le monde. Par rapport à l'année 2014, souligne le classement, avec trois places gagnées le Cameroun a réalisé l'une des plus « *belles progressions* » avec le Zimbabwe (+5), le Soudan (+6), les Seychelles (+3) et la Côte d'Ivoire (+3). Cette progression du Cameroun arrive pourtant dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité touristique dans la région de l'Extrême-Nord, du fait de l'insécurité qu'y cause la secte terroriste nigériane Boko

Haram. En effet, dans cette partie du Cameroun qui héberge les sites touristiques les plus en vue, les attaques de Boko Haram, parfois assorties d'enlèvements d'expatriés, ont fait fuir les touristes, faisant chuter le taux de fréquentation des hôtels de 60%, selon les estimations des opérateurs.

Les employés des sociétés d'Etat invités à dénoncer les atteintes à la fortune publique

Il n'est pas rare que les inspecteurs du Contrôle supérieur de l'Etat (Consupe), l'organe de contrôle de la gestion de la fortune publique au Cameroun, reçoivent des dénonciations anonymes sur des atteintes à la fortune publique. Désormais, afin d'encourager les citoyens – notamment les agents en service dans les entreprises et organismes publics – à participer à la protection des finances publiques, le Consupe annonce la mise en place, dès cette année 2015, d'une procédure de vérification urgente des dénonciations qui lui parviendraient. De ce point de vue, le Consupe mettra en place des outils visant à mieux canaliser les informations à mettre à sa disposition, à l'instar des lignes téléphoniques rouges, des adresses Internet, et même d'une meilleure exploitation des réseaux sociaux. « *Les dénonciations contenues dans les articles de presse seront aussi une source prioritaire* », indique Alfred Enoh, chef de la Division de la formation et de la coopération internationale au Consupe.

Pour rappel, depuis le déclenchement de l'Opération épervier en 2006, sorte d'opération « mains propres » destinée à traquer les prévaricateurs de la fortune publique, le Consupe est devenu l'une des institutions les plus craintes au Cameroun. Ce d'autant que ses rapports ont déjà conduit à la condamnation de nombreux directeurs généraux et ministres de la République à de lourdes peines d'emprisonnement pour détournement de deniers publics.

Un plan d'urgence de 5,3 milliards FCFA pour les écoles de l'Extrême-Nord

A cause des attaques répétées de la secte islamiste nigériane Boko Haram, près d'une centaine d'écoles de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ont été fermées, et leurs élèves réfugiés vers des zones plus sécurisées où les capacités d'accueil des écoles sont aujourd'hui largement dépassées. Afin d'accroître les capacités d'accueil de ces écoles prises d'assaut par les élèves dont les parents sont en débandade à cause de la secte, le gouvernement camerounais vient d'annoncer le déblocage d'une enveloppe de 5,3 milliards de francs CFA devant permettre la réalisation d'un plan d'urgence de construction des infrastructures scolaires. « *Il est question pour nous d'agir dans l'urgence, pour que tous ces élèves qui ont abandonné les classes dans les zones sinistrées et qui sont redéployés plus à l'intérieur du pays retrouvent un cadre idéal de formation qui leur permettra de rattraper leurs camarades des autres localités du Cameroun. Cet argent servira à la construction de 79 forages, 196 salles de classe, 83 blocs de latrines, 20 dortoirs, 10 cantines et des branchements électriques dans 106 localités de la région* », a expliqué le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midiyawa Bakari, qui ajoute que ces travaux vont

être exécutés dans un délai de 40 jours. Pour ce faire, apprend-on, le gouvernement a requis les services du génie-militaire, service spécialisé de l'armée, qui s'attèlera à la construction de ces infrastructures scolaires dans les zones jugées à risque, tandis que les opérateurs économiques réaliseront ce plan d'urgence dans les zones plus calmes, c'est-à-dire très peu exposées aux attaques de Boko Haram.

Les échanges commerciaux entre le Cameroun et la Tunisie ont atteint 15,7 milliards FCFA en 2014

En fin de séjour au Cameroun, l'ambassadeur de Tunisie, Landoulsi Abderrazak, a révélé le 2 mars 2015 que les échanges commerciaux entre son pays et le Cameroun ont culminé à 15,7 milliards de francs CFA en 2014. Le diplomate tunisien a donné cette information lors d'une cérémonie d'au revoir à ses collègues du corps diplomatique accrédités dans la capitale camerounaise. Force est de constater que ces échanges sont en nette progression, a fait remarquer Landoulsi Abderrazak, puisqu'en 2010, le commerce entre la Tunisie et le Cameroun avait culminé à 11,4 milliards FCFA seulement. A en croire le diplomate tunisien, qui n'a cependant pas avancé de chiffres cette fois-ci, outre ce dynamisme des échanges commerciaux, le nombre d'entreprises et de bureaux d'étude tunisiens au Cameroun a également augmenté au cours des cinq dernières années, période qui correspond à la durée de son séjour dans le pays. Dressant le bilan de la coopération sanitaire et dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'ambassadeur de Tunisie sortant a annoncé que « *le nombre d'étudiants camerounais en Tunisie a atteint un chiffre record de 1500 étudiants inscrits dans les universités privées* », de même que ce pays du Maghreb « *est devenu une destination de choix pour les malades* » en provenance du Cameroun.

26 milliards FCFA du Japon pour réaliser un projet routier de 248 km

Dans les prochains jours, le gouvernement camerounais signera avec la Japan International Cooperation Agency (JICA) un accord de prêt d'un montant total de 26 milliards de francs CFA pour le financement partiel du projet de construction du tronçon routier Batschenga-Yoko-Ntui-Lena, long de 248,6 km, dans la région du Centre. C'est ce que révèle un décret signé le 5 mars 2015 par le président de la République, Paul Biya, qui habilite le ministre de l'Economie Emmanuel Nganou Djoumessi à signer cet accord de financement pour le compte de l'Etat du Cameroun.

Pour rappel, le linéaire concerné par ce financement fait partie d'un projet global de bitumage de 598 km de routes entre la région du Centre du Cameroun (Batschenga-Yoko-Ntui-Lena) et la région de l'Adamaoua, dans la partie septentrionale du pays (Tibati-Ngaoundéré). Ce projet coûtera au total 258 milliards FCFA. Il est financé non seulement par la JICA, mais aussi par la BAD, la BDEAC, l'AFD et l'Etat du Cameroun. Ces travaux routiers permettront « *le désenclavement des bassins de production agricole par rapport aux zones de consommation, entraînant ainsi la mise en valeur du potentiel agricole. Elle contribuera donc à favoriser la transformation structurelle de l'économie camerounaise.* » Par ailleurs, cette route, qui est l'itinéraire le plus court (200 km de moins) pour relier les parties méridionales et septentrionales du Cameroun, est surtout « *l'un des maillons camerounais essentiels à la facilitation du transport inter-Etats en Afrique centrale, en offrant une nouvelle alternative de transit vers le Tchad, pays enclavé de la région qui s'approvisionne principalement via le port de Douala* ».

AGRO

6,5 milliards FCFA seront investis dans les projets agropastoraux familiaux en 2015

Le Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales (ACEFA), piloté par le Ministère camerounais de l'agriculture et celui de l'élevage, ambitionne d'investir en 2015 la somme de 6,5 milliards de francs CFA pour le financement de projets éligibles à ce programme, a-t-on appris de bonnes sources. Financé sur le C2D, une initiative du gouvernement français, l'ACEFA vise, indique sa fiche de présentation, à « *accroître les revenus des exploitants familiaux par l'amélioration de la compétitivité de leurs exploitations* ». Dans sa phase pilote, l'ACEFA a permis de financer 1500 projets à hauteur de 5 milliards FCFA. Cette première phase s'est limitée à dix départements du Cameroun entre 2008 et 2012. C'est dans le cadre de la seconde phase, qui couvre la période 2013-2016, que ce programme a été étendu à l'ensemble des 58 départements que compte le pays. Au cours de cette seconde phase, les responsables du programme escomptent « *l'augmentation sensible des revenus des 250 000 producteurs agricoles qui en seront bénéficiaires. Selon les hypothèses retenues, la création de revenus agricoles additionnels évoluerait entre 21 et 48 milliards de francs CFA, tandis que la proportion de création des emplois agricoles se situera entre 50 000 et 100 000.* »

Cinq nouvelles variétés de haricot plus nutritives et adaptées à différents sols camerounais

L'Institut de recherche agronomique pour le développement (IRAD) vient de mettre au point cinq nouvelles variétés de haricot. Ces trouvailles ont été présentées au ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Madeleine Tchuinté, le 10 mars 2015 au centre de l'IRAD de Foumbot, dans la région de l'Ouest. Selon les chercheurs de cet institut, ces nouvelles variétés de haricot ont la particularité de procurer aux producteurs de bien meilleurs rendements, en plus d'être résistantes aux maladies. Par ailleurs, elles sont non seulement adaptées à différents sols et zones agro-écologiques du pays, mais aussi très riches en nutriments tels que le zinc, le fer, le calcium et les protéines.

30 000 hectares de champs semenciers de maïs seront cultivés cette année à Muyuka

Dans le sillage du lancement de la campagne agricole 2015 au Cameroun, le ministre de l'Agriculture, Essimi Menyé, a inauguré le 19 février 2015 à Muyuka, bassin de production de la région du Sud-Ouest, une unité de traitement et de conditionnement des semences améliorées. A la faveur de cet investissement d'environ 70 millions de francs CFA consenti par le gouvernement camerounais, les producteurs de cette localité envisagent désormais de cultiver 30 000 hectares de champs semenciers en 2015 afin de produire environ 60 tonnes de semences améliorées de maïs. Cette production permettra de ravitailler 10 000 producteurs de la zone en semences améliorées, capables de fournir des rendements de plus de 10 tonnes à l'hectare, expliquent les responsables du Ministère de l'agriculture. Cette production devrait procurer aux agriculteurs des revenus globaux de quelque 500 millions FCFA, selon les projections officielles.

Le Cameroun devrait importer 60 000 tonnes d'huile de palme en 2015

Afin de résorber un déficit estimé à environ 100 000 tonnes, le Cameroun devrait importer 60 000 tonnes d'huile de palme brute en 2015 afin de garantir l'approvisionnement des raffineurs, des savonneries et des ménages. C'est ce que vient de proposer au gouvernement le Comité de régulation de la filière des oléagineux. Afin d'encourager ces importations par des opérateurs économiques, le comité susmentionné suggère au gouvernement d'autoriser lesdites importations à un taux préférentiel de 5% à la douane, et d'exonérer ces opérations du prélèvement de la TVA.

Pour rappel, malgré l'existence de grandes unités industrielles qui exploitent le palmier à huile (60 000 hectares) et de nombreuses plantations privées (100 000 hectares) disposant d'huileries traditionnelles, le Cameroun ne parvient à produire qu'entre 235 et 270 000 tonnes d'huile de palme par an pour une demande nationale de 385 000 tonnes.

146 893 tonnes de cacao exportées en six mois de campagne

Depuis le démarrage de la campagne cacaoyère 2014-2015 au Cameroun, le 1er août 2014, jusqu'à fin janvier 2015, les exportations de cacao du pays ont culminé à 146 893 tonnes, en hausse de 10% par rapport à la même période lors de la campagne précédente. Selon l'Office national du cacao et du café (ONCC), qui a révélé ces chiffres, sur le mois de janvier dernier 30 942 tonnes de cacao ont été exportés, contre 27 720 tonnes en janvier 2014. Cependant, les exportations de janvier 2015 sont en baisse sensible par rapport aux 42 668 tonnes du mois de décembre 2014.

Le CICC veut planter 360 hectares de caféiers en rajeunissant les producteurs

Implémenté depuis trois ans dans la filière cacao par le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), le programme New Generation, qui vise à intéresser et à accompagner les jeunes dans la culture du cacao, est reproduit depuis le début de cette année 2015 dans la filière café, annonce le CICC. Au total, 120 jeunes producteurs qui ont été sélectionnés au sein des coopératives des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest vont recevoir un accompagnement du CICC pendant une durée de trois ans. En contrepartie, explique Omer Gatien Malédy, le secrétaire exécutif du CICC, ces 120 jeunes doivent s'engager à créer au moins un hectare de caféiers chaque année. Calculette en main, ce sont 360 hectares de nouvelles plantations de café qui seront créées au terme de la période d'encadrement de ces jeunes. Ce suivi intègre aussi bien la formation aux techniques culturales que la mise à disposition gratuite du matériel végétal et de tous les intrants, ainsi que l'accompagnement dans la commercialisation et la certification.

Au total, le CICC encadrera simultanément 720 jeunes producteurs au cours de l'année 2015, dont 600 dans la filière cacao (200 jeunes ont intégré le programme chaque année depuis son lancement) et 120 dans la filière café. Au regard de sa contribution significative au développement des filières cacao-café, le programme New Generation a bénéficié l'année dernière d'un appui financier de 125 000 dollars (environ 62,5 millions FCFA) octroyé par la World Cocoa Foundation (WCF).

La rareté des plants plombe un programme d'urgence visant à planter 1800 hectares de caféiers

Le Programme d'urgence de relance ciblée de la caféiculture (Purc-café), officiellement lancé en janvier 2014 dans trois bassins de production du Cameroun (Ouest, Est et Littoral) après une campagne caféière 2012-2013 catastrophique (16 000 tonnes produites), n'a pas produit les effets escomptés au terme de sa première année d'implémentation. En effet, indique le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), initiateur de ce programme, l'objectif de créer annuellement 600 hectares de plantations visé par le Purc-café, soit 1800 hectares sur trois ans dans les trois zones de production sélectionnées, est désormais hors de portée. A l'origine de cette situation, apprend-on, l'indisponibilité de plants de caféiers. En effet, sur les 780 000 plants sollicités auprès du programme semencier, seulement 75 000 plants ont été mis à la disposition du Purc-café l'année dernière, soit à peine 10% de la demande. Aussi, pour la seconde année, le secrétaire exécutif du CICC indique que le programme sera « redimensionné ». A l'en croire, au lieu de la création de 600 hectares de plantations de café par an, le CICC vise désormais la moitié, soit 300 hectares.

Pour rappel, le Purc-café consiste en l'annulation des financements dont ont généralement besoin les producteurs de café à travers la remise gratuite de « *tous les intrants nécessaires à la création des plantations, depuis la constitution de la pépinière jusqu'aux traitements post-récolte (sachets, ficelles, matériel végétal, pesticides, fertilisants, petit matériel agricole, etc.). On va tout donner aux producteurs, sauf la main d'œuvre et la terre* », avait indiqué le secrétaire exécutif du CICC en lançant ce programme en janvier 2014 à Nguelémedouka, dans la région de l'Est.

Baisse de 17% du volume de broyage du cacao à mi-campagne 2014-2015

Les broyeurs locaux n'ont acheté que 24 855 tonnes de cacao à fin janvier 2015, soit six mois après le début de la campagne cacaoyère 2014-2015. Ce qui correspond, selon l'Office national du cacao et du café (ONCC), à une baisse de 17% de l'activité de broyage dans le pays par rapport à la même période lors de la dernière campagne. Dans le même temps, apprend-on de la même source, 146 893 tonnes de cacao ont été exportées. Calculette en main, le pays n'a jusqu'ici transformé qu'à peine 12,5% de sa production cacaoyère, mis à part les stocks non comptabilisés. A l'analyse, le Cameroun est de nouveau bien parti pour stagner à 25% de la production nationale transformée, comme c'est le cas depuis plusieurs années. Ce malgré l'arrivée de nouvelles unités de broyage, grâce auxquelles le pays escompte, sur le moyen terme, la transformation locale de 50% de sa production cacaoyère.

En effet, le Cameroun est le plus petit transformateur parmi les cinq premiers producteurs mondiaux de cacao, selon les chiffres de l'Organisation internationale du cacao (ICCO). Le pays se classe loin derrière la Côte d'Ivoire, premier producteur et premier transformateur mondial avec une capacité de broyage de 670 000 tonnes. Soit plus du double des 300 000 tonnes que le Cameroun ambitionne de broyer à l'horizon 2020.

FINANCE

Le plan de BGFI Cameroun pour remettre la Sonara à flots

La filiale locale du groupe bancaire gabonais a été recrutée par l'Etat pour éviter la faillite de l'unique raffinerie du pays.

La Société Nationale de Raffinage (Sonara) vient de bénéficier d'une convention de crédit relai d'un montant de 143,5 milliards de francs CFA signée entre l'Etat du Cameroun et un consortium de quatre banques conduit par la filiale de BGFI, chef de file de l'opération. Il s'agit, a-t-on appris le 10 février 2015 à l'occasion de la signature de ladite convention, de la première étape d'un processus de redressement de l'unique raffinerie du Cameroun, processus entamé depuis 2013. En effet, cette année-là sur appel d'offres, le gouvernement camerounais avait recruté BGFI Cameroun comme conseiller financier pour parachever la modernisation, et surtout redresser la Sonara, entreprise publique jusqu'ici en proie à d'énormes difficultés financières, a indiqué Edgar Anon, l'ex-directeur général de BGFI Cameroun qui vient d'être muté à Libreville. Au moment où BGFI Cameroun entame sa mission auprès du gouvernement, la Sonara cumule 400 milliards FCFA d'arriérés de créances, ses fournisseurs réclament un volume de dette estimé à 550 milliards FCFA, l'entreprise fait face à un besoin en fonds de roulement de 150 milliards FCFA, à une dette bancaire de 200 milliards FCFA, et recherche 400 milliards FCFA pour entamer la seconde phase de son processus de modernisation, avec notamment l'achat d'un hydrocraqueur.

DETTE BANCAIRE RESTRUCTURÉE

Avant d'obtenir la convention de crédit relai du 10 février 2015, les premières actions de BGFI, a expliqué Edgar Anon, ont consisté à résoudre le problème de fonds de roulement de la Sonara, notamment au moyen de la technique dite du « préfinancement export ». Sur ce volet, « *la Sonara a bénéficié de 50 milliards de francs CFA pour la première tranche : 25 milliards de francs CFA ont été décaissés il y a un mois déjà et la Sonara va bénéficier dès la semaine prochaine de 25 autres milliards de francs CFA* », avait rassuré l'ex-DG de BGFI Cameroun. Dans le même temps, la filiale du groupe bancaire gabonais a procédé à une restructuration de la dette bancaire à long terme de la Sonara (200 milliards FCFA, dont une bonne partie auprès d'Afriland First Bank, qui a participé au financement de la première phase de la modernisation de cette entreprise pétrolière) à hauteur de 68 milliards FCFA. Ce qui permettra à la raffinerie camerounaise de bénéficier de *cash-flow* pour environ 50 milliards FCFA sur une période de deux ans. De même, au moyen de la technique dite du « *project finance* », a confié Edgar Anon, des financements sont actuellement négociés avec des bailleurs de fonds internationaux en vue de l'achat d'un hydrocraqueur. Cet équipement devrait permettre à la Sonara de raffiner le brut produit au Cameroun, avec des incidences subséquentes sur les coûts de production des produits raffinés et les prix pratiqués à la pompe.

Des financements sont actuellement négociés en vue de l'achat d'un hydrocraqueur, équipement qui devrait permettre à la Sonara de raffiner le brut produit au Cameroun, avec des incidences subséquentes sur les coûts de production des produits raffinés et les prix pratiqués à la pompe.

Brice R. Mbodiam

La Société Générale ouvre une ligne de crédit de 5 milliards FCFA pour développer l'agriculture

La filiale camerounaise du groupe bancaire français Société Générale (SG) ouvrira une ligne de crédit d'un montant de 5 milliards de francs CFA afin de soutenir l'implémentation du Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA) au Cameroun, financé à hauteur de 50 milliards FCFA par la Banque mondiale. C'est l'objet d'une convention signée le 20 février 2015 à Douala entre le DG de la SG Cameroun Jean-Philippe Guillaume et le coordonnateur du PIDMA Thomas Ngué Bissa. La SG devient ainsi la troisième banque locale à s'engager à soutenir ce programme du gouvernement camerounais, qui vise à booster la production du maïs, du manioc et du sorgho afin d'approvisionner les sociétés agro-industrielles. Avant la SG, le PIDMA avait déjà accroché Afriland First Bank et la BICEC. Un accord du même type est actuellement en négociation avec Ecobank, la filiale locale de la banque panafricaine.
Dans le cadre du PIDMA, les projets éligibles sont financés par le programme (sous la forme de subventions) à hauteur de 50%, tandis que les coopératives bénéficiaires, qui sont assujetties à un apport personnel équivalent à 10% du montant de l'investissement, rechercheront les 40% restants auprès des banques partenaires.

12% de l'encours des crédits dans les banques camerounaises est compromis

La qualité du portefeuille crédits des banques camerounaises inquiète quelque peu le Conseil national du crédit du pays. En effet, dans le communiqué ayant sanctionné la dernière rencontre de cette instance, ce portefeuille « demeure peu satisfaisant avec 12% des crédits en souffrance ». Cependant, malgré cette ombre au tableau, souligne le Conseil national du crédit, entre septembre 2013 et septembre 2014 « *la situation financière du secteur bancaire camerounais s'est significativement améliorée* ». Cette amélioration significative, peut-on subodorer, tient certainement de la fin annoncée de la restructuration de la Commercial Bank of Cameroon (CBC), qui a été récemment recapitalisée, et qui, selon nos sources, n'attend plus que la nomination de ses nouveaux dirigeants pour sortir de cinq années d'administration provisoire et de restructuration.

Ecobank affiche un résultat net 2014 en hausse de 51%, à 6,05 milliards FCFA

Les performances de la filiale camerounaise du groupe bancaire panafricain Ecobank ne cessent de s'améliorer au fil des ans. Après un bon de 154% enregistré au terme de l'année 2013, le résultat net 2014 d'Ecobank Cameroun a culminé à un peu plus de 6 milliards de francs CFA, en hausse de 51% par rapport à l'année précédente, a annoncé la banque au sortir d'une assemblée générale le 27 février 2015 à Douala. L'embellie est également perceptible sur les dépôts de la clientèle, qui ont crû de 14% l'année dernière, à 355,8 milliards FCFA, contre 312,2 milliards FCFA en 2013. Le total bilan quant à lui est également en hausse de 14%, à 439,4 milliards FCFA, contre 384,3 milliards FCFA en 2013. Ces performances maintiennent la filiale locale de l'institution bancaire panafricaine dans le quinté de tête du secteur bancaire camerounais, qui compte treize entités au total.

Afriland First Bank ouvre une fenêtre islamique et se lance dans l'assurance en Côte d'Ivoire

Le groupe bancaire camerounais Afriland First Bank a lancé une fenêtre islamique. Ce guichet spécialisé vise les 20% de la population à confession musulmane que compte le Cameroun, a-t-on appris de bonnes sources. La banque fondée par Paul Kammogné Fokam a réalisé cette innovation avec le concours de la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), une filiale de la Banque islamique de développement (BID) basée à Jeddah.

Afriland First Bank avait déjà lancé, depuis l'an 2000, un compte spécial dénommé « compte de dépôt islamique », destiné non seulement à offrir aux personnes de confession musulmane des services bancaires dans le strict respect des préceptes de l'islam, mais aussi à aider les musulmans à accomplir le pèlerinage à La Mecque. Par ailleurs, après avoir acquis 97% des actifs d'Access Bank en Côte d'Ivoire au mois de décembre 2013, Afriland First Bank vient de finaliser le rachat de 90% des actifs de la Compagnie euro-africaine d'assurance (CEA-Vie) de Côte d'Ivoire afin de lancer des services de bancassurance.

La SFI veut lancer le crédit bureau pour faciliter aux PME l'accès aux financements

Le gouvernement camerounais, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) et la Société financière internationale (SFI) sont actuellement en discussion pour la mise en place au Cameroun d'un système de crédit bureau afin de faciliter aux PME locales l'accès aux financements bancaires. L'information a été révélée par Henri Rabarijohn, le représentant-résident de la SFI, en fin de séjour dans le pays. Structure qui s'articule autour d'un système de partage d'informations sur les engagements et antécédents financiers des acteurs économiques auprès des établissements de crédits, le crédit bureau permet d'avoir une sorte de notation individuelle des entreprises et des opérateurs économiques en termes de solvabilité, de crédibilité, etc. Toutes choses qui permettent aux banques d'avoir une visibilité maximale sur le profil des emprunteurs avant de s'engager dans une relation de crédit.

L'Union des Assurances du Cameroun-Vie retrouve le label Sunu Assurances

Sunu Cameroun-Vie. C'est ainsi qu'il faudra désormais appeler la compagnie d'assurances jusqu'ici connue sous le nom de l'Union des Assurances du Cameroun-Vie (Uacam-Vie), a-t-on appris dans une réclame publiée depuis quelques jours dans la presse locale. Ce changement de dénomination n'a rien à voir avec une quelconque mutation au sein de l'actionnariat de cette compagnie d'assurances. Ce qui était jusqu'ici Uacam-Vie retrouve simplement l'appellation de sa maison mère, le groupe Sunu Assurances, son actionnaire majoritaire avec près de 85% des actifs. « *Cette nouvelle appellation résulte de l'envie de consolider ses acquis et de monter un groupe uni, puissant et capable de communiquer sur une seule marque qui est la marque du groupe Sunu Assurances* », apprend-on. Sunu Cameroun-Vie a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 6,24 milliards de francs CFA, selon les statistiques de l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC).

TELECOMS

L'opérateur public Camtel officialise son partenariat avec Sotel-Tchad

L'entreprise des télécoms camerounaise partagera avec sa consœur tchadienne son expérience dans le déploiement de la fibre optique.

La Cameroon Telecommunications (Camtel) et la Société des Télécommunications du Tchad (Sotel-Tchad), représentées par leurs directeurs généraux respectifs, David Nkotto Emane et Adam Abdramane Anou, ont procédé le 19 février 2015 à Yaoundé à la signature d'un accord de coopération technique et commercial. En vertu de l'accord, dont les détails financiers n'ont pas été divulgués, la partie camerounaise, sur la base de son expérience dans le domaine de l'installation de la fibre optique (avec un réseau de plus de 6000 kilomètres de câbles installés), accompagnera les équipes tchadiennes dans le processus d'extension de leur propre réseau de fibre, qui n'est actuellement long que de 750 kilomètres. Ce partenariat est une avancée de plus dans le projet de dorsale de fibre optique en Afrique centrale (*Central Africa Backbone*), un programme ambitieux soutenu par plusieurs bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale, et dont l'objectif est de connecter à la fibre optique l'ensemble des pays de l'Afrique centrale. « *Aujourd'hui, Camtel est prête à se positionner au cœur du projet CAB. Nous sommes déjà connectés à deux câbles sous-marins internationaux (SAT-3 et Wacs) et nous espérons boucler avec d'autres très bientôt* », a expliqué un responsable de Camtel.

En vertu de l'accord, la partie camerounaise accompagnera les équipes tchadiennes dans le processus d'extension de leur propre réseau de fibre, qui n'est actuellement long que de 750 kilomètres.

Camtel et Sotel-Tchad, représentés par leurs directeurs généraux respectifs, David Nkotto Emane et Adam Abdramane Anou, ont procédé le 19 février 2015 à Yaoundé à la signature d'un accord de coopération technique et commercial.

DÉFIS À L'HORIZON

De fait, les opportunités sont nombreuses et la position centrale du Cameroun donne à Camtel un avantage comparatif sur le projet. Si des pays comme le Gabon ou encore la Guinée équatoriale sont sur des processus individuels, la Centrafrique et le Congo Brazzaville pourront bientôt être des cibles pour les services de l'opérateur camerounais. Dans les coulisses, on apprend que les négociations avec la Centrafrique ont été freinées par la crise politique qui sévit dans ce pays, et que la fin de la construction de la route entre le Cameroun et le Congo (Sangmélima-Ouesso) offrira de nouvelles possibilités de partenariat sur la fibre optique. Cette ambition est toutefois sous-tendue par certains défis pour la Cameroon Telecommunications. L'un des premiers défis est lié au modèle d'affaires de l'entreprise, qui reste sous le joug d'une gestion presque administrative, avec comme priorité d'assurer l'accès généralisé aux services de télécommunications dans le pays. Ce premier défi est à la base du deuxième, qui est cette fois-ci celui de la mobilisation des ressources nécessaires au financement de cette expansion sous-régionale. Pour l'heure, le soutien du gouvernement reste un atout majeur, mais le Cameroun semble s'orienter dans une logique du moins de subventions possible, ce qui risque de plonger Camtel dans la quête de financements et d'une trésorerie plus autonome. De ce point de vue, l'opérateur a obtenu une notation financière de l'agence panafricaine Bloomfield l'année dernière, et pourrait donc aller lui-même sur le marché des capitaux pour mobiliser les financements nécessaires pour ses projets.

Idriss Linge

Orange et MTN renouvellent leurs licences avec 3G et 4G à 75 milliards FCFA chacun

Le 11 mars 2015, la filiale camerounaise de l'opérateur télécom sud-africain MTN a signé avec le gouvernement camerounais la convention portant renouvellement de sa licence d'exploitation de la téléphonie mobile, arrivée à expiration depuis le début de cette année. 48 heures plus tard, c'est-à-dire le vendredi 13 mars 2015, c'était au tour de la filiale locale du groupe Orange de renouveler également sa licence octroyée par l'Etat du Cameroun. Après plusieurs semaines de tractations, les deux opérateurs se sont finalement résolus à payer chacun les 75 milliards FCFA exigés par le gouvernement camerounais pour le renouvellement de leurs licences assorties, cette fois-ci, de l'autorisation de déployer les technologies 3G et 4G. L'on se souvient qu'au début des négociations, Orange avait campé sur une enveloppe de 40 milliards FCFA, tandis que MTN avait d'abord proposé 35 milliards FCFA, avant de réévaluer son offre à 65 milliards FCFA face à l'intransigeance de l'Etat camerounais. Cependant, s'il a été intransigeant sur le montant à payer au titre de la redevance donnant accès à la nouvelle licence, l'Etat camerounais s'est montré plus flexible sur la période de validité des licences des deux opérateurs, qui est finalement de quinze ans. Initialement, l'Etat du Cameroun avait proposé une période de validité de dix ans.

La Sud-Africaine Philisiwe Sibiya remplace le Nigérian Karl Toriola au poste de DG de MTN Cameroon

En signant le 11 mars 2015 à Yaoundé la convention portant renouvellement de la licence télécom de MTN Cameroon, le Nigérian Karl Toriola a certainement posé l'un des derniers et plus importants actes de son magistère d'un peu plus de trois ans à la tête de cette entreprise télécom qu'il dirige depuis novembre 2011. En effet, a-t-on appris de sources internes à l'entreprise, dès le mois d'avril 2015 la comptable de nationalité sud-africaine Philisiwe Sibiya prendra les rênes de l'entreprise.

Avant sa nomination intervenue depuis plusieurs semaines déjà, mais dont l'annonce n'a pas été rendue publique à cause de tractations serrées entre le gouvernement camerounais et la filiale locale du groupe MTN sur le renouvellement de sa licence assortie des 3G et 4G, Philisiwe Sibiya occupait depuis juillet 2013 le poste de directeur financier de MTN Afrique du Sud. Cette ancienne employée d'Arthur Anderson hérite d'une entreprise qui domine le secteur de la téléphonie mobile au Cameroun, avec 59,4% de parts de marché grâce à 9,7 millions d'abonnés, indicateur cependant en recul de 1,6 million de clients sur le dernier trimestre 2014. Une réduction du nombre d'abonnés que MTN a vite fait d'expliquer par le changement interne de la méthodologie de comptabilisation des abonnés. L'un des premiers challenges qui s'offre à la nouvelle DG est le déploiement de la 3G dans seize villes du Cameroun dans un premier temps, ainsi que l'a annoncé le 11 mars 2014 à Yaoundé son prédécesseur Karl Toriola.

ENERGIE

Murphy se retire de la concession Ntem au profit de Sterling Energy

Sterling Cameroon Ltd prendra les 50% d'intérêt restant de la compagnie Murphy Cameroon Ntem Oil Co dans la concession Ntem de 2319 km2 située au large du Cameroun. Sterling y évoluera avec un statut d'opérateur, a annoncé le 17 février 2015 la maison mère Sterling Energy Plc, cotée à la Bourse de Londres. Selon le pétro-gazier britannique, sa filiale camerounaise détenue à 100% a récemment signé l'accord dans ce sens avec Murphy Cameroon Ntem, filiale d'Akansas Murphy Oil, qui se retire ainsi de cette concession. La transaction reste assujettie à l'approbation des autorités camerounaises. Mais une fois achevée, Sterling Cameroon détiendra à 100% cette concession, qui est un vaste bloc sous-exploré situé à une profondeur d'eau variant entre 400 et 2000 m dans la zone orientale pétrolifère du bassin Douala-Rio Muni. « *Sterling espère travailler étroitement avec la compagnie pétrolière du Cameroun, la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), pour décider du plan de la poursuite de l'exploration de ce bloc sous-exploré suite au retrait de Murphy* », a commenté Alastair Beardsall, CEO de Sterling.

En avril 2014, Sterling Cameroon avait annoncé les résultats du premier puits d'exploration Bamboo-1, qui avait atteint une profondeur totale de 4747 m, et dont les données n'avaient pas confirmé la présence d'hydrocarbure commercial dans les objectifs entrecoupés. Sterling Energy Plc est une compagnie d'exploration du pétrole et du gaz qui possède déjà des intérêts dans des projets à fort potentiel à Madagascar, en Mauritanie et dans le Somaliland.

Bowleven retarde le démarrage du forage de Zingana à cause de soucis mécaniques

Bowleven, l'explorateur pétro-gazier britannique basé à Edinburgh et côté à la Bourse de Londres, n'a finalement pas démarré au mois de février 2015, comme prévu, les travaux de forage du puits Zingana sur sa licence Bomono, située dans le bassin Douala au Cameroun. Dans un communiqué publié le 4 mars 2015, la compagnie d'exploration pétro-gazière londonienne annonce cependant avoir déjà réuni tous les équipements nécessaires pour le démarrage effectif desdits travaux. A l'origine de ce retard, explique la société exploratrice, « *des problèmes mécaniques et de contrôle identifiés sur le site* », et qui « *doivent d'abord être réglés avant le démarrage des opérations de forage* ». Parallèlement, l'entreprise indique qu'elle poursuit son « *travail technique et commercial sur les options de développement du projet en cas de succès sur Bomono* ».

Avec le puits Moambe, sur lequel les travaux de génie-civil se poursuivent encore, selon Bowleven, Zingana est l'un des deux puits qu'ambitionne de forer l'opérateur pétro-gazier britannique en 2015 sur sa licence Bomono au Cameroun. Bowleven détient à 100% la licence d'exploration Bomono, laquelle licence est composée de deux blocs onshore couvrant 2328 km^2 dans le bassin Douala. Le 9 décembre 2014, la compagnie a annoncé avoir obtenu des autorités camerounaises une prorogation de cette licence pour un an, soit jusqu'au 12 décembre 2015.

Eranove veut construire une centrale thermique de 315 MW à Limbe

Le groupe Eranove, anciennement Finagestion, envisage de construire dans la ville de Limbé, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, une centrale thermique d'une capacité de production de 315 MW. C'est ce que révèle un appel à manifestation d'intérêt lancé le 5 mars 2015 par l'entreprise en vue du recrutement d'un bureau d'étude et d'ingénierie chargé de faire une évaluation du projet. La consistance des travaux objet de l'appel à manifestation d'intérêt se résume à la réalisation d'une « *étude d'avant-projet détaillé, une étude d'impact environnemental et social, un business plan* ». En cas de viabilité financière du projet, « *les plans détaillés d'exécution et les dossiers d'appel d'offres pourront être ajoutés à la prestation du bureau d'étude et d'ingénierie, ainsi que l'assistance à la maîtrise d'ouvrage du projet* », indique Eranove, qui envisage de construire la centrale de Limbe sous le modèle BOT, suivant un protocole d'accord signé le 22 avril 2014 avec le gouvernement camerounais.

Producteur indépendant d'électricité et d'eau, Eranove est contrôlé par le fonds d'investissements Emerging Capital Partners (57%), son actionnaire majoritaire. Fortement implanté en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire à travers quatre sociétés (Sodeci, CIE, Awale et Ciprel), Eranove est également présent au Sénégal depuis 1996 à travers la Sénégalaise des eaux (SDE). En Afrique centrale, Eranove est présent en République démocratique du Congo (RDC) depuis 2012 grâce à un contrat de service d'opérateur spécialisé pour la gestion administrative, financière et technique des services d'eau potable de la Régie de distribution d'eau de la RDC (Regideso).

Le Cameroun a identifié 37 sites pouvant produire 37 MW d'énergie grâce à la biomasse

Avec le concours de l'Union européenne (UE), l'Agence d'électrification rurale (AER) a conduit une étude sur le territoire camerounais afin d'identifier les sites pouvant abriter des projets d'électrification rurale, d'une part, et de développement des énergies renouvelables d'autre part. Au sortir de cette prospection qui a duré trois ans, a-t-on appris auprès de l'AER, 37 sites ont été identifiés dans neuf régions sur les dix que compte le pays. Sur ces différents sites, souligne l'AER, 37 MW d'énergie peuvent être produits au moyen de la biomasse.

Exploitée à un degré encore marginal au Cameroun, la biomasse désigne tout procédé de production d'énergie par transformation chimique ou combustion des matières organiques d'origine végétale ou animale. Dans le pays, elle est davantage usitée par des industries agroalimentaires telles que la Sosucam, qui produit de l'énergie pour faire tourner ses usines grâce à la combustion des déchets de canne à sucre. Officiellement, dans la structure de production de l'électricité au Cameroun, la biomasse apparaît comme le parent pauvre, avec seulement 1% de contribution à la production globale. L'hydroélectricité de son côté caracole à 73,3%, contre 25,5% pour le thermique.

Inauguration d'un centre emplisseur de gaz à Bertoua d'une capacité de 100 TM

Le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, par ailleurs président du conseil d'administration (PCA) de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH), a procédé, le 14 mars 2015 à Bertoua, capitale régionale de l'Est du pays, à l'inauguration du centre emplisseur de gaz de la localité, a-t-on constaté sur place. Investissement d'un montant total de 5 milliards de francs CFA consenti par la CSPH, cette infrastructure d'une capacité d'enfûtage de 100 tonnes métriques permettra de booster la consommation de cette source d'énergie dans la région de l'Est. Le centre emplisseur de gaz de Bertoua devrait surtout permettre aux populations d'accéder à cette source d'énergie au prix officiel de 6500 FCFA la bouteille de 12 kg. En effet, jusqu'ici, le gaz domestique consommé dans l'Est est enfûté dans les dépôts de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) de Yaoundé ou de Douala, avant d'être acheminé par route jusqu'à Bertoua et les localités environnantes. Du fait des coûts de transport exorbitants, la bouteille revient généralement aux populations entre 8000 et 10 000 FCFA. Dans sa stratégie de promotion de la consommation du gaz domestique au Cameroun, afin d'éviter la désertification (dans le septentrion) et la déforestation (dans la partie Sud), conséquences de l'utilisation du bois de chauffage dans les ménages, le centre emplisseur de gaz domestique de Bertoua est le deuxième â être construit par la CSPH, après celui de Maroua, dans la région de l'Extrême-Nord du pays.

La consommation du gaz domestique augmente de 14% sur la période 2013-2014

La consommation du gaz domestique au Cameroun est passée de 60 000 à 90 000 tonnes métriques entre 2013 et 2014, soutient Malloum Bra, le chef du dépôt à Yaoundé de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP), le principal stockeur des produits pétroliers dans le pays. Cette consommation, souligne la même source, correspond à une augmentation de 14% en un an. Cette augmentation de l'appropriation du gaz domestique par les ménages camerounais, dont le taux moyen de consommation de cette source d'énergie estimé à 9% a été largement dépassé l'année dernière, est très bon signe pour la lutte contre la déforestation, selon les experts. En effet, l'activité néfaste de l'homme sur la forêt est consécutive à l'utilisation du bois de chauffage par les ménages dans certaines parties du pays. Le gaz domestique est également une bonne alternative à l'utilisation du pétrole lampant.

Au demeurant, cette hausse de la consommation du gaz domestique sur le territoire camerounais a pour corollaire l'augmentation des importations de cette source d'énergie. En effet, de nos jours, 80% du gaz domestique consommé au Cameroun est importé, du fait de la production insignifiante de l'unique raffinerie du pays. Officiellement, ces importations engloutissent la presque totalité du budget d'investissement de la Caisse de stabilisation des prix des produits pétroliers (CSPH), organisme public qui subventionne ces importations.

TRANSPORT

Air France, Brussels Airlines et Camair Co ont partagé 45% du ciel camerounais en 2014

Selon le bulletin statistique que l'Autorité aéronautique (CCAA, en anglais) vient de rendre public, le trafic aérien a augmenté de 2% au Cameroun en 2014, avec plus de 45% des vols à destination ou au départ des pays de la Cemac, et une proportion toujours très réduite de vols domestiques exclusivement assurés par la compagnie aérienne nationale Camair Co. La même source indique que l'opérateur français Air France a transporté 21% des passagers à destination ou au départ du Cameroun, confirmant ainsi son statut de leader dans le ciel camerounais. Viennent ensuite Brussels Airlines avec 13% des passagers transportés, puis Camair Co, la compagnie aérienne publique nationale, avec 11% des passagers transportés l'année dernière.

En se hissant ainsi dans le trio de tête des compagnies aériennes en activité dans le pays, Camair Co, malgré ses difficultés financières, dame le pion à des mastodontes africains et européens tels qu'Ethiopian Airlines (8%), Asky et Turkish Airlines (7% chacun), Kenya Airways et Royal Air Maroc (5% chacun), ou encore South African Airways (4%).

L'armateur français CMA CGM inaugure son terminal à conteneurs au port de Douala

Le transporteur maritime français CMA CGM a inauguré, le 19 février 2015, son terminal à conteneurs situé au port de Douala. Baptisé 3CTC (CMA CGM Cameroun Container Terminal), ce terminal s'étend sur une superficie de 2 hectares. La nouvelle plateforme logistique permettra aux clients de CMA CGM de stocker des conteneurs, vides ou pleins, dans une zone sécurisée de 1200 m2. Le 3CTC servira aussi de plateforme de transport des marchandises par voie terrestre au Cameroun ainsi que vers le Tchad et la République centrafricaine. « *Cette inauguration témoigne de notre volonté de renforcer notre présence en Afrique. Elle confirme également notre souhait de devenir un acteur majeur dans la croissance économique du Cameroun* », a déclaré le vice-président du groupe CMA CGM, Rodolphe Saadé. Le 3CTC a été attribué à CMA CGM dans le cadre d'une concession d'une durée de 25 ans, a-t-on appris.

Les études de faisabilité du projet d'extension du chemin de fer camerounais au Tchad bientôt lancées

La 3ème session de la Commission ferroviaire Tchad-Cameroun, qui s'est tenue du 2 au 9 mars 2015 à Yaoundé, a débouché, a-t-on appris dans un communiqué officiel, sur l'adoption du « *manuel de procédures simplifié d'élaboration de l'étude de faisabilité du projet d'extension du chemin de fer camerounais vers le Tchad* ». De sources autorisées, cette étape augure du démarrage imminent desdites études, dont les résultats devraient être disponibles à la fin de l'année 2016. Par ailleurs, la Commission a adopté son plan d'action pour l'année 2015, a mis en place la cellule de projet à travers la désignation de ses membres par les deux Etats et le partenaire technique qu'est le groupe Bolloré Africa Logistics, et a constaté la constitution définitive de la Commission ferroviaire Tchad-Cameroun. Les travaux de la 4ème session sont prévus à Ndjamena en septembre 2015.

INDUSTRIE

Cosumar remplace Justin Sugar Mills sur le projet de complexe sucrier de Batouri

La société marocaine Cosumar, leader du marché du sucre dans le royaume chérifien, vient d'être retenue par le gouvernement camerounais pour poursuivre le développement du projet de complexe sucrier dans l'interzone Bertoua-Batouri, dans la région de l'Est du Cameroun. Pour ce même projet, le Cameroun avait signé, le 13 avril 2012, un protocole d'accord avec la société indo-camerounaise Justin Sugar Mills, avant qu'une conduite insatisfaisante du projet, mais surtout une brouille survenue entre les deux parties conduise finalement à la résiliation dudit protocole en juillet 2014. Un nouvel appel à investisseurs avait alors été lancé le 20 novembre 2014, et a débouché sur le choix, le 25 février 2015, de la Marocaine Cosumar, qui a été sélectionnée parmi trois postulants. Cosumar a été préféré au groupe français Somdiaa, qui domine déjà le marché local du sucre à travers la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam), sa filiale dans le pays, et une autre société dénommée Sunrise Sugar.
Investissement d'un montant de 60 milliards de francs CFA, le complexe sucrier de Batouri, qui devrait créer plus de 17 000 emplois, s'articule autour de la construction d'une usine de production d'une capacité de 60 000 tonnes par an, grâce à des plantations de cannes à sucre s'étendant sur 32 000 hectares.

La Sosucam investira 10 milliards FCFA en 2015 pour renforcer son outil de production

Louis Yinda, le PDG de la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam), le leader du marché camerounais du sucre contrôlé par le groupe français Somdiaa, dirigé par la famille Vilgrain, vient d'annoncer que cette entreprise agroalimentaire investira 10 milliards de francs CFA en 2015 pour renforcer et moderniser son outil de production. Bien que ces investissements ne soient pas explicités par Sosucam, l'on sait tout de même que depuis quelques années déjà l'entreprise est engagée dans un processus d'extension de ses plantations de cannes à sucre dans les localités de Mbandjock et de Nkoteng, dans la région du Centre du pays, grâce à un nouveau bail emphytéotique signé avec l'Etat du Cameroun en avril 2006 sur une superficie de 12 000 hectares. Pour l'heure, Sosucam cultive près de 20 000 hectares sur les deux sites susmentionnés.
A l'analyse, les investissements annoncés pour cette année font partie d'un programme d'investissement global de 110 milliards FCFA étendu sur la période 2013-2017, tel qu'annoncé par le PDG de l'entreprise en octobre 2013 à Yaoundé. Louis Yinda avait alors indiqué que ces investissements permettront à l'entreprise d'atteindre un niveau de production oscillant entre 165 et 170 000 tonnes, contre 120 000 tonnes actuellement. Pour l'heure, le leader du marché camerounais, aux côtés des agglomérées locales telles que Nosuca, Sumocam ou New Food, a toujours du mal à satisfaire la demande nationale en sucre estimée à 300 000 tonnes par an.

Neuf projets de 58 milliards FCFA élus au régime d'incitation à l'investissement privé

Neuf nouvelles entreprises camerounaises, dont six sont porteuses de projets dans le secteur de l'agro-industrie, contre deux dans l'industrie cosmétique et une dans le secteur des matériaux de construction, viennent d'être élues au régime d'incitation à l'investissement privé au Cameroun. Ainsi, conformément à la loi y afférente, ces sociétés bénéficieront d'exonérations fiscalo-douanières allant de cinq à dix ans pendant leurs phases d'installation et d'exploitation. Parmi ces entreprises se trouvent la société brassicole UCB (Union Camerounaise des Brasseries), le broyeur de cacao Fapam Industry Sarl, ou encore le raffineur d'huile de palme SCR Maya. Les investissements globaux à consentir par ces opérateurs économiques sont estimés à 58 milliards de francs CFA, et devront contribuer à créer près de 2500 emplois directs.

Depuis la promulgation de la loi du 18 avril 2013 portant Code d'incitation à l'investissement privé au Cameroun, c'est la troisième vague d'entreprises à bénéficier de ses retombées. Au total, le gouvernement a déjà signé des conventions à ce sujet avec 26 entreprises porteuses de projets, pour des investissements cumulés de 283 milliards FCFA et plus de 7000 emplois projetés. Pour rappel, afin de pouvoir bénéficier de cette loi incitative, précise l'article 4, l'activité de l'entreprise doit respecter l'un des critères suivants : « *La création d'emplois permanents pour les Camerounais à concurrence d'un emploi au moins par tranche allant de 5 millions FCFA à 25 millions FCFA d'investissements programmés selon le cas ; une activité annuelle d'exportation à concurrence de 10 à 25% du chiffre d'affaires hors taxes ; l'utilisation des ressources naturelles nationales à concurrence de 10 à 25% de la valeur des intrants ; la contribution à la valeur ajoutée à concurrence de 10 à 30% du chiffre d'affaires hors taxes.* »

L'entreprise turque BSN Yapi Ltd veut construire une usine de production de peinture

Nedim Hamurkaroglu, directeur général de l'entreprise turque BSN Yapi Ltd, vient d'annoncer au sortir d'une audience avec le ministre de l'Industrie Emmanuel Bondé son projet de joint-venture avec l'opérateur économique camerounais Lucien Wantou Siantou, a l'effet de construire au Cameroun une usine de production d'un produit pour le revêtement des murs. Concrètement, a expliqué l'investisseur turc et inventeur dudit produit, il s'agit d'« *une sorte de peinture fabriquée à base de débris de verre auxquels sont associées quatorze autres matières premières* ». Cette peinture présente l'avantage d'être anti-inflammable jusqu'à 1200°C en cas d'incendie, régule naturellement la température ambiante et protège le bâtiment contre l'humidité, la moisissure et les nuisances sonores. Avec cette trouvaille qu'elle compte vulgariser au Cameroun, a-t-on appris aussi bien de l'Agence de promotion des investissements (API) que du partenaire camerounais, la société BSN Yapi Ltd espère pouvoir bénéficier des dispositions du Code d'incitation à l'investissement privé au Cameroun.

Après le Nescafé au café local, Nestlé introduira le poivre de Penja dans le cube Maggi

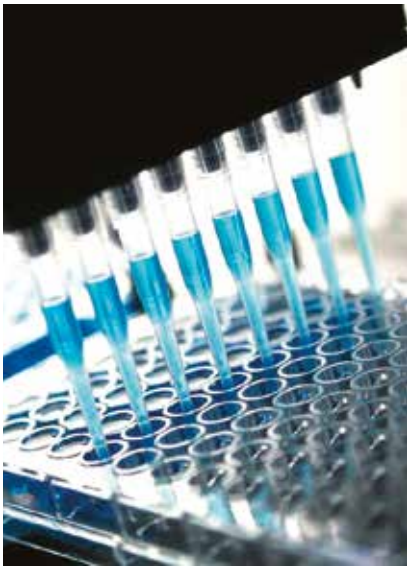
Au bout d'un processus qui aura finalement duré quatre ans, Nestlé Cameroun commercialise officiellement depuis le 29 janvier 2015 sa boisson Nescafé faite à base de café camerounais. Après cette étape, apprend-on de sources internes à l'entreprise, la filiale camerounaise du géant suisse de l'agroalimentaire ambitionne d'introduire le poivre de Penja parmi les ingrédients de son cube Maggi. Ce projet permettra aux producteurs de ce poivre camerounais désormais labélisé de s'offrir un débouché exceptionnel. Ceci dans la mesure où le cube Maggi à lui tout seul représente 90% de la production de l'usine Nestlé de Douala (la seule en Afrique centrale), dont l'ensemble des produits (cube Maggi, lait Nido en sachet, Nescafé) procure au groupe Nestlé 5 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires mensuel dans les six pays de la Cemac que sont le Cameroun, le Gabon, le Congo, le Tchad, la République centrafricaine et la Guinée équatoriale.

Cependant, ce projet de Nestlé Cameroun pourrait se heurter au défi de l'augmentation de la production du poivre de Penja, du nom de cette localité de la région du Littoral où pousse ce condiment très prisé et vendu aux quatre coins du monde. En effet, la production annuelle de cette épice tourne officiellement autour des 70 tonnes, dont près de 40 tonnes pour la Société des Plantations du Haut Penja (PHP), et environ 30 tonnes pour les plantations villageoises. Du fait de l'importance du marché local, à peine 15 tonnes de poivre de Penja sont exportées chaque année, malgré une demande existante.

Les entreprises camerounaises Biopharma et Himore Medical primées au Maroc

Les laboratoires Biopharma, qui dominent le marché local des produits cosmétiques au Cameroun depuis quelques années, ont été distingués comme « 2ème meilleure entreprise africaine » derrière la Gabonaise d'Energie, classée en tête, et devant SN Sotici, une entreprise ivoirienne. C'était au cours du Forum Afrique-Développement, qui vient de s'achever à Casablanca, au Maroc. L'entreprise camerounaise a été primée pour l'utilisation de matières premières africaines dans ses produits, d'une part, et pour sa chaîne de distribution qui couvre plusieurs pays africains et y crée des milliers d'emplois, d'autre part. Investissement d'un montant d'environ 30 milliards FCFA, les laboratoires Biopharma emploient environ 500 personnes au Cameroun et dominent le marché des produits cosmétiques, dont le chiffre d'affaires global est officiellement évalué à quelque 150 milliards FCFA.

A côté des laboratoires Biopharma, la société Himore Medical, créée par le jeune polytechnicien camerounais Arthur Zang, qui a inventé le Cardiopad, présenté comme la toute première tablette médicale d'Afrique, a reçu le trophée de l'entrepreneuriat dans la catégorie « Innovation ». En 2014, le jeune polytechnicien camerounais avait déjà été parmi les cinq lauréats du « Prix Rolex à l'esprit d'entreprise 2014 », sur 1800 candidats. Quelques mois plus tard, il figurait au « classement Choiseul des leaders africains de demain ».



MINES

Canyon Resources signe un MoU avec Bolloré et Camrail pour sa bauxite de Birsok

Canyon Resources Ltd, junior minière australienne, a scellé un mémorandum d'entente avec Bolloré Africa Logistics Cameroun SA et Camrail SA pour faire un état des lieux logistique global du port de Douala et du réseau ferroviaire, en prélude à la mise en production du gisement de bauxite de Birsok, au Cameroun. La compagnie listée a annoncé le 23 février 2015 la signature de ce MoU, faisant état d'une coopération mutuelle des différentes parties pour cet état des lieux du port de Douala, dont Bolloré est opérateur à travers DIT, et qui est desservi par le réseau ferroviaire détenu par la Camrail, une autre filiale du groupe Bolloré au Cameroun. L'accord est dit « *contraignant* », et intervient suite à de récentes études qui ont confirmé la capacité du réseau ferroviaire à transporter des quantités commerciales de bauxite. Ce MoU intervient pendant que Canyon Resources est en plein processus de joint-venture avec la Britannique Altus Strategies Ltd sur ce projet pour lequel elle avait à choisir entre le port de Douala ou celui de Kribi, pour l'exportation du minerai DSO (Direct Shiping Ore) à produire à Birsok.

Pour Phillip Gallagher, DG de Canyon Resources, la conclusion de ce MOU est une « *étape cruciale dans l'évolution de la mise en valeur de Birsok comme un projet d'exploitation low-capex de la bauxite DSO, avec l'utilisation des infrastructures ferroviaires et portuaires déjà en place* ». Camrail et Bolloré Africa Logistics, opérateurs respectivement du réseau ferroviaire et du port, seront des « *partenaires importants* » de Canyon dans le développement et le fonctionnement du projet, a-t-il précisé. Le projet de bauxite de Birsok couvre 1462 km^2 dans la région de l'Adamaoua, dans la partie septentrionale du pays, et comporte une zone minéralisée de bauxite de 3,5 km sur 40 m, avec une épaisseur moyenne de 4 m et une teneur en oxyde d'aluminium variant entre 40 et 45%.

Le Cameroun se dote d'un logiciel pour mieux gérer la délivrance des permis d'exploitation minière

Le ministre camerounais des Mines, Emmanuel Bondé, vient de réceptionner un nouveau logiciel devant aider l'Etat du Cameroun à octroyer les permis d'exploitation minière avec des données plus actuelles et plus précises, évitant ainsi le chevauchement des permis miniers observé par le passé. Le nouveau « *logiciel de transformation des données* » conçu par l'Institut national de cartographie, grâce à une convention signée avec le Projet de renforcement des capacités du secteur minier (Precasem), devrait mettre un terme aux approximations dans l'attribution des permis d'exploitation minière dans le pays. Des imprécisions dues, apprend-on, à l'ancienneté des cartes géographiques parfois vieilles de plus de quarante ans.

« *Je me félicite de la disponibilité de cet outil, gage de précision dans les titres miniers que nous attribuons. C'est le début de la sécurisation dans le secteur* », a commenté le ministre Bondé en réceptionnant le nouveau logiciel. Pour rappel, en vue d'assainir le secteur de l'artisanat minier en proie à l'anarchie, le gouvernement camerounais a suspendu, depuis l'année dernière, la délivrance de nouveaux permis d'exploitation.

Leader du mois

Philippe Camille Akoa : le magistrat devenu banquier des communes

Depuis neuf ans, l'actuel DG du Feicom s'emploie à financer le développement des collectivités locales.

En dehors des infrastructures communautaires financées au sein des communes du pays, sous Philippe Camille Akoa, le Feicom est devenu un bailleur de fonds pour certains projets industriels.

Le Fonds spécial d'équipements et d'intervention intercommunale (Feicom) vient d'accorder des financements d'un montant total de 11,7 milliards de francs CFA à 60 communes ayant sollicité des crédits. Ces fonds ont été concédés au cours de la 29ème session du comité des concours financiers du Feicom, apprend-on dans un communiqué rendu public le 16 février 2015 par la Banque des communes camerounaises que dirige Philippe Camille Akoa. Cette enveloppe servira au financement de 64 projets initiés par les communes bénéficiaires.

Selon la grille de répartition publiée par la Banque des communes, les régions de l'Ouest (20%) et du Centre (17%) s'adjugent 37% de cette enveloppe. Viennent ensuite l'Extrême-Nord, avec 12% de l'enveloppe allouée par le Feicom, le Sud et le Sud-Ouest, avec chacun 9%. La région de l'Est s'en tire avec 8% de l'enveloppe, contre 7% pour chacune des régions du Nord, du Nord-Ouest et de l'Adamaoua, et 4% pour la région du Littoral. A travers ces nouvelles allocations financières, le Feicom fait ainsi entrer « *en vigueur de nouveaux outils de financement rénovés, adoptés par le conseil d'administration du 22 décembre 2014. A travers ces outils, le Feicom entend renforcer ses interventions dans les domaines qui touchent directement l'amélioration du quotidien des populations. Il s'agit également de promouvoir la création des emplois pour les jeunes* », indique la structure.

Des emplois, l'institution publique que dirige Philippe Camille Akoa en a déjà suffisamment créés dans les collectivités locales décentralisées, au profit desquelles le Feicom a débloqué 63 milliards FCFA en 2013, et une enveloppe globale de 115 milliards FCFA entre 2007 et 2013. Ces financements, dont le volume progresse au fil des années, portent tous l'estampille de Philippe Camille Akoa, magistrat à la base, qui a quitté l'administration judiciaire pour diriger la Banque des communes depuis un décret présidentiel l'y affectant, signé en septembre 2006. En dehors des infrastructures communautaires financées au sein des communes du pays, sous Philippe Camille Akoa, le Feicom est devenu un bailleur de fonds pour certains projets industriels. Ainsi par exemple des concours financiers apportés à la commune de Mbalmayo, dans la région du Centre, pour la prise de participations dans le capital de la société Fapam Industry, spécialisée dans la transformation du cacao.

Des emplois, l'institution publique que dirige Philippe Camille Akoa en a déjà suffisamment créés dans les collectivités locales décentralisées, au profit desquelles le Feicom a débloqué 63 milliards FCFA en 2013, et une enveloppe globale de 115 milliards FCFA entre 2007 et 2013.

Ainsi également de l'enveloppe mise à la disposition des communes de la région de l'Est du Cameroun pour l'achat d'actifs dans le projet de développement d'un complexe sucrier dans l'interzone Bertoua-Batouri.

Brice R. Mbodiam

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID